# Plongée dans les lectures des djihadistes

17 janvier 2015 | Par Pierre Puchot

Mediapart s'est procuré la totalité du corpus des textes saisis en 2010 aux domiciles de Chérif Kouachi et Amedy Coulibaly. Une documentation idéologique pour justifier les attentats qui apparaît souvent contradictoire, à très forte tonalité politique. Nous avons sollicité l'analyse du chercheur Romain Caillet.

• Mediapart s'est procuré la totalité du corpus des textes saisis en 2010 aux domiciles de Chérif Kouachi et Amedy Coulibaly, deux des trois auteurs des attentats de Paris la semaine passée, à l'époque soupçonnés par la justice d'un projet d'évasion de prison d'un terroriste. Des textes en français pour la plupart, souvent violents, obsédés par la guerre et la nécessité de « combattre les ennemis de l'islam », mais non dénués de logique propre. Leur analyse montre à quel point le djihadisme est davantage un courant politique que religieux. Pour le comprendre, cette documentation idéologique réunie pour justifier les attentats doit être replacée dans son contexte historique, géopolitique, tant ces textes peuvent apparaître contradictoires les uns par rapport aux autres dans leur stratégie comme dans leurs perspectives.

C'est ce que nous tentons de faire ici, en convoquant également le témoignage direct et rare d'un militant djihadiste soutenant les attentats de Paris (parfaitement francophone, il ne réside pas en France mais dans un pays du Maghreb), confronté à l'analyse du chercheur Romain Caillet, spécialiste de la mouvance djihadiste.

La grande majorité des textes saisis est avant tout théorique et non opérationnelle. L'un d'eux revisite par ailleurs les écrits des premiers savants musulmans (*Les Savants du sultan, paroles de nos prédécesseurs* – ou « salafs »), mais l'essentiel fait plus appel à des théoriciens djihadistes contemporains qu'à des ouvrages de théologie jurisprudentiels des premiers siècles de l'Islam.

Dans ces textes, l'une des notions clés concerne le mot « djihad », et les différentes compréhensions que l'on peut en avoir. Le mot revient notamment dans l'ouvrage *Déviance et incohérence chez les prêcheurs de la décadence*, censé réfuter les thèses de l'islamologue suisse Tariq Ramadan, retrouvé au domicile de Chérif Kouachi et d'Amedy Coulibaly (nous reviendrons sur l'importance de ce livre). Page 122, le djihad est défini comme la peine, l'effort, le dépassement de soi, conformément à la racine du mot qui, dans la langue arabe, évoque ces notions. Comment passe-t-on de cette lutte intérieure pour être en accord avec Dieu au combat armé contre les mécréants, pierre angulaire de la mouvance djihadiste? Outre leur étymologie et le sens religieux, les mots sont également porteurs d'une signification « chariaïque », née de l'interprétation que font les jurisconsultes de la littérature prophétique. Dans la plupart des textes où il apparaît, le mot djihad y est ainsi défini comme dans un sens de combat contre le mécréant (le « kafir », « kouffar » au pluriel).

Rien d'étonnant pour le chercheur Romain Caillet, qui explique que « 80 % des ouvrages jurisprudentiels ont interprété le sens de djihad comme un combat contre les mécréants ». Selon lui, « c'est assez logique, car les jurisconsultes classiques ont écrit leurs ouvrages il y a plusieurs siècles et ne sont pas là pour codifier une relation spirituelle, ce qui a rapport à la mystique et à la relation personnelle que l'on entretient avec Dieu, ce que l'on désigne quand

on parle de djihad intérieur, le fait de se lever tôt pour faire la prière, de lutter contre soimême pour pratiquer sa religion avec assiduité. Les jurisconsultes, eux, s'intéressent au droit. Leur rôle est de rédiger des lois et de codifier les règles de la société en temps de guerre. D'où leur interprétation du djihad. »

Le corpus des textes contemporains saisis en 2010 chez les frères Kouachi et Amedy Coulibaly utilise ces références des jurisconsultes classiques pour raviver cette notion de djihad comprise comme une guerre contre les mécréants, et par extension contre l'Occident, les chiites, les chrétiens, les juifs, etc.

Pour comprendre le processus de formation des frères Kouachi, il faut revenir sur la présence à leurs domiciles respectifs du texte précédemment cité et enregistré sous la référence « Refutation à Tareq Ramadan.doc. » Pourquoi Tariq Ramadan ? En France, cet islamologue a d'abord séduit une partie du public musulman pratiquant par son érudition et son éloquence, qui tranchaient avec celle, plus fruste, d'imams formés à l'étranger ou moins éduqués. D'autres voyaient en lui le petit-fils d'Hassan el-Banna, le fondateur des Frères musulmans, courant aujourd'hui scindé en différentes organisations aux stratégies parfois antagonistes, mais historiquement central dans la réflexion contemporaine sur l'islam politique. Contesté pour ses positions sur le conflit au Proche-Orient, Tariq Ramadan n'en est pas moins le prêcheur d'un islam libéral, ou réformiste, qui considère que les textes fondateurs de l'islam doivent être relus pour en extraire une théologie adaptée au contexte européen. L'islam s'est toujours pensé dans le cadre d'une société musulmane, nous dit-il, il faut le repenser dans le cadre d'une société occidentale et réformer radicalement la jurisprudence musulmane et les avis juridiques délivrés au Moyen Âge.

Cet islam qui se pense comme minoritaire au sein d'une société est bien entendu contraire à tous les objectifs politiques des djihadistes, qui veulent imposer une société islamique et le combattent donc sur le plan de la doctrine. D'où la présence dans le corpus de cette réfutation à Tariq Ramadan. À son propos, le djihadiste que nous interrogeons nous délivre d'ailleurs un argument des plus classiques : selon lui, Ramadan s'est tellement éloigné du texte coranique qu'il « n'est pas difficile de le discréditer ». En France, les militants djihadistes se sont d'abord construits du point de vue idéologique contre l'islam prôné par Tariq Ramadan.

### Maqdissi, le théologien critique

Parmi les auteurs des textes saisis aux deux domiciles revient de manière systématique le cheikh Mohammed al-Maqdissi. Avant sa contestation de l'État islamique (EI) proclamé en juin 2014, Maqdissi était la principale référence idéologique du courant djihadiste contemporain, bien avant celui qui est pourtant numéro 1 d'Al-Qaïda depuis la mort d'Oussama Ben Laden, Ayman al-Zawahiri. Ses livres – téléchargeables sur le site tenu par al-Maqdissi lui-même, ou sur le site francophone Ansar-Al-Haqq (en arabe, les « Partisans de la vérité », dont le nom est noté sur un petit carnet retrouvé chez Amedy Coulibaly), piraté après les attentats de Paris –, sont d'ailleurs présents dans plusieurs milliers de foyers de par le monde qui n'appartiennent pas à la mouvance, mais qui sont cependant curieux d'en connaître le contenu.

Théologien, Maqdissi ne se focalise pas sur la lutte armée, et n'a jamais participé au djihad. En 2011, le chercheur Romain Caillet a publié <u>une notice biographique</u> très complète du personnage. Présenté, à tort selon Romain Caillet, comme le mentor de Zarqaoui, le chef de la branche d'Al-Qaïda en Irak jusqu'à sa mort en 2006, Maqdissi s'est en fait servi du réseau de Zarqaoui pour exister sur la scène djihadiste et diffuser son idéologie. Palestinien né en 1959 près de Naplouse en Cisjordanie, il émigre au Koweït avant d'en être expulsé en 1991 au moment de la guerre du Golfe. Après avoir voyagé en Irak, en Afghanistan et au Pakistan, il trouve enfin asile en Jordanie. Emprisonné pour ses écrits en 1995, il est libéré à la fin des années 1990. *Via* Internet, ses thèses deviennent mondialement connues.

Sa pensée s'inspire principalement de la réforme wahhabite, l'islam ultra-rigoriste promu par les oulémas d'Arabie saoudite, où il a été formé mais dont il n'épargne pas le régime. Son principal traité, « La religion d'Abraham » — la référence exacte est : *La Religion d'Abraham et l'appel des prophètes et des messagers et les styles utilisés par les tyrans pour la banaliser et pour détourner les prédicateurs de cette religion*, par Abou Mohammed Assim Al Maqdissi —, est présent parmi les textes saisis chez les frères Kouachi et Amedy Coulibaly. Maqdissi y compare les systèmes législatifs en vigueur dans les pays arabes aux idoles qu'Abraham aurait refusé de servir.

Un ouvrage de Maqdissi sur l'Arabie saoudite, dans une version française traduite et légèrement modifiée, qui dégrade le royaume des Saoud au statut d'État mécréant, pose également la question de la formation et du rapport à l'ONU. L'idée du chapitre de cet ouvrage consacré à l'OMC et à l'ONU est d'expliquer que puisque l'Arabie saoudite est membre de ces deux organisations, considérées comme étant au service des ennemis de l'islam, elle doit être excommuniée.

Paradoxalement, c'est du traitement de la question du travail humanitaire que provient l'un des désaccords fondamentaux de Maqdissi avec l'organisation de l'État islamique et le califat proclamé en juin par l'émir al-Baghdadi en Irak et en Syrie. Considérant qu'il est de son droit d'avoir une approche critique du mouvement djihadiste – Magdissi a notamment, au début des années 2000, conseillé à son ancien compagnon de route Zarqaoui de cibler les troupes américaines plutôt que les musulmans chiites –, Maqdissi a condamné à plusieurs reprises l'assassinat d'humanitaires par des groupes djihadistes. En 2008, à la suite d'un nouveau séjour de trois ans en prison, Maqdissi ajoute un chapitre sur la Croix-Rouge à l'un de ses ouvrages consacré aux « fruits du djihad ». Il y raconte son expérience avec l'équipe du CICR qui lui a rendu visite à plusieurs reprises en prison et désavoue l'attentat perpétré contre le CICR à Bagdad en 2003. Il rappelle notamment que l'Empire ottoman a reconnu la convention de Genève en 1864, reconnaissant la neutralité du personnel médical intervenant dans les zones de guerre. Sa formule est la suivante : si l'ONU est considérée comme le « taghout » absolu (terme usité dans la littérature coranique pour désigner tout ce qui dépasse les limites sacrées, jusqu'à devenir un objet d'adoration; il peut désigner un État, ou un chef d'État ; dans ce cas-là le taghout peut être traduit par « tyran »), Magdissi estime que son personnel n'en est que le messager et qu'il faut donc l'épargner.

Ce droit de regard que s'arroge Maqdissi ne convient cependant pas à une large partie des djihadistes, qui considèrent que les oulémas (les savants de l'Islam) comme Maqdissi ne tirent leur légitimité que du fait qu'ils soutiennent leur cause. Là réside, selon Romain Caillet, une différence doctrinale et politique considérable entre les salafistes quiétistes (qui ne s'occupent pas de politique) et les djihadistes : qui détient l'autorité ? L'émir (le chef de l'organisation) ou le cheikh (le chef religieux) ? Les salafistes quiétistes se fient aux oulémas et aux cheikhs.

Les djihadistes, eux, se rangent derrière l'émir. Sur le territoire qu'il contrôle en Irak et en Syrie, al-Bagdhadi est d'ailleurs le chef incontesté et ne partage pas son autorité avec les dignitaires religieux. Directeur de l'ouvrage collectif *Qu'est-ce que le salafisme ?*, le chercheur Bernard Rougier résume cela dans une formule : « *Il est bien plus facile pour un émir de s'improviser cheikh que l'inverse.* » Le rapport ambigu que beaucoup de djihadistes entretiennent désormais avec Maqdissi, entre un profond respect pour ses écrits et son parcours et une grande méfiance pour ses prises de position critiques envers l'EI, éclaire l'évolution idéologique des djihadistes présents sur le territoire français.

### Ennemi proche, ennemi lointain

Longtemps en effet, le courant djihadiste français lui-même s'est restreint, dans sa grande majorité, à la prédication. Avec les premiers départs en Syrie, et plus encore depuis l'essor de l'État islamique, la dynamique s'est peu à peu transformée : les djihadistes partis au Moyen-Orient critiquent les cheikhs restés en France qui les ont formés, les accusant de ne pas avoir agi concrètement, et se placent sous l'autorité de l'émir al-Baghdadi. Dès les années 1970, le théoricien djihadiste Abdessalem Faraj n'écrivait-il pas, disent-ils : « Certains pensent que le chemin pour édifier un État islamique consiste à exercer la prédication seule ; mais une telle démarche n'aboutira pas à l'édification d'un État, d'autant que certains se sont basés sur ce point de vue pour abandonner le djihad. La vérité est que ceux qui réussiront à édifier l'État islamique, constitueront une minorité de fidèles... L'islam ne compte pas sur la quantité » (extrait de l'ouvrage Le Jihad – L'impératif occulté, par Mohammed Abdessalam Farag, livre également présent chez Chérif Kouachi lors de la perquisition).

Que les frères Kouachi ou Amedy Coulibaly aient débattu ou non de toutes ces questions doctrinales ne saurait masquer l'essentiel : ils sont le produit de leur temps, ont entre les mains les ouvrages classiques et un arsenal théorique qui leur sert à justifier à leurs yeux le fait de commettre des attentats. Ils ne sont donc pas des acteurs isolés, mais font partie d'un tout, d'une mouvance politique structurée et sont passés à l'acte dans la période de distanciation avec certaines références idéologiques du courant djihadiste (dont Maqdissi) et de mise en action d'une large partie des filières djihadistes, « montés » ou non au djihad en Irak et en Syrie.

En outre, les débats autour des livres de Maqdissi et de l'ensemble du corpus des textes saisis dans les perquisitions démontrent bien à quel point le mouvement djihadiste est avant tout politique, et qu'il est nécessaire de resituer ce mouvement dans son environnement politique, historique et social pour le comprendre, tant ses positions, objectifs, cibles et stratégies peuvent apparaître diamétralement opposés d'une époque à une autre et d'un pays à un autre. C'est ce que montre l'analyse des textes.

Prenons à nouveau l'exemple d'Abdessalem Faraj, présent chez Chérif Kouachi comme chez Amedy Coulibaly. Théoricien du djihad dans les années 1970, principal idéologue du groupe islamiste Tanzim al-jihad (« Organisation du jihad »), Faraj critiquait la Hijra (terme utilisé en référence à l'émigration des premiers musulmans de La Mecque à Médine en 622) en Afghanistan après 1979, car il considérait que le combat devait être mené contre les régimes arabes et non contre les Soviétiques. C'est l'époque où l'interprétation des théoriciens du djihad les pousse à militer pour une lutte contre l'ennemi proche, en l'occurrence les régimes arabes considérés comme apostats, et non les Soviétiques, considérés comme l'ennemi lointain.

« Le djihad actuel consiste à libérer la ville de Jérusalem en tant que terre sacrée et cela constitue un devoir pour tout musulman. Le Prophète a permis aux musulmans de faire passer le plus important en premier. Donc, le combat mené contre l'ennemi proche doit primer celui mené contre l'ennemi lointain, écrit Faraj dans l'ouvrage retrouvé chez Chérif Kouachi. Par ailleurs, le combat doit être mené sous un étendard musulman, par un État musulman commandé par des musulmans et non pas par des pseudo-musulmans. Enfin, la raison de l'existence coloniale est précisément basée sur le pouvoir actuel. Le combat guerrier à mener en premier est celui qui consistera à éradiquer ces gouvernements impies pour les remplacer par le régime islamique complet. Là sera le point de départ. »

Également présent dans la bibliothèque de Kouachi et Coulibaly, soutenu à son époque par les régimes saoudiens et jordaniens, le Palestinien Abdullah Azzam prêche au contraire pour un djihad contre les Soviétiques au cœur des années 1980, en contradiction avec Faraj. Vient ensuite al-Zawahiri, théoricien d'Al-Qaïda aujourd'hui numéro 1 de l'organisation, qui estime que les régimes arabes ne constituent pas une cible suffisamment attractive : chaque citoyen, explique-t-il, ayant un membre de sa famille employé par les autorités, les « masses arabes » ne peuvent pas adhérer au djihad contre l'ennemi proche. Pour Zawahiri, il faut donc viser l'ennemi lointain, non plus les Soviétiques défaits en Afghanistan mais l'Occident et Israël. Les attentats du 11 septembre 2001 sont la traduction directe de ce changement de stratégie.

Nouveau revirement au milieu des années 2000, quand le chef de la branche d'Al-Qaïda, Abou Moussab Zarqaoui, identifie un nouvel ennemi proche : le musulman chiite, dans le contexte de la chute du régime de Saddam Hussein en Irak en 2003 et par ricochet de la montée en puissance de la République islamique (chiite) d'Iran, débarrassée de l'ennemi qui lui a fait la guerre de 1980 à 1988.

Tout récemment, un nouveau débat s'est installé chez les djihadistes, venu non pas de l'État islamique, mais du Yémen – pays qui héberge AQPA, pour Al-Qaïda dans la péninsule arabique (lire nos précédents articles qui lui sont consacrés), qui a revendiqué l'attentat contre *Charlie Hebdo*. Dans une conférence de presse d'AQPA organisée début décembre, un cadre de l'organisation expliquait que Zawahiri et Ben Laden avaient finalement raison, et qu'il fallait se concentrer sur l'ennemi lointain.

L'argument est simple : selon ce cheikh, ce qui se passe en Irak et en Syrie depuis la formation de la coalition internationale contre l'État islamique (EI) montre que même s'ils arrivent à établir le califat, celui-ci reste sous la menace perpétuelle de l'Occident, qui est en fait la cause de tous les maux. Une prise de position pour le moins troublante, moins d'un mois avant les attentats de Paris, qu'AQPA a donc revendiqués, mercredi 14 janvier.

Ennemi proche, ennemi lointain... Le débat est toujours en cours au sein de la mouvance djihadiste. Et la partie (très minoritaire) des militants yéménites qui ont quitté AQPA pour faire allégeance à l'EI en 2014 insiste sur le fait que l'obsession d'Al-Qaïda et d'AQPA à propos de l'Occident a permis, en creux, à la rébellion chiite des houthistes de percer au Yémen, car AQPA ne les a pas assez combattus.

## «Pourquoi la France est-elle touchée, et pas le Danemark ? Parce qu'ils visent les puissances»

En eux-mêmes, les textes des théoriciens du djihad ne présentent donc que partiellement les ambitions et objectifs du courant djihadiste. Rendus anonymes, ces textes seraient aujourd'hui moqués sur les forums djihadistes. Ce constat est particulièrement évident pour le texte d'Abdallah Azzam, théoricien légendaire du djihad mais tué selon toute vraisemblance par des djihadistes en 1989. Dans l'ouvrage présent chez les frères Kouachi comme chez Coulibaly, intitulé *Le jugement islamique concernant le fait de tuer les femmes et les enfants au djihad*, Azzam défend le fait que « *l'Islam ne permet pas de tuer quelque personne que ce soit parmi les mécréants, excepté les combattants, ainsi que ceux qui soutiennent les polythéistes et autres ennemis de l'Islam, par des moyens financiers ou de simples conseils. (...) C'est pourquoi les femmes en raison de leur fragilité, ne doivent pas être tuées, excepté si elles vous combattent ».* 

Les frères Kouachi et Amedy Coulibaly n'ont pas suivi ces préceptes. Pourquoi ? Parce que les objectifs et cibles d'Azzam ne sont pas ceux d'AQPA ni de l'État islamique, et que les jurisprudences évoluent au sein de la mouvance djihadiste. Utilisant le corpus de textes contenu dans les perquisitions, nous interrogeons donc un militant djihadiste résidant dans un pays d'Afrique du Nord, qui soutient les attentats de Paris, sur le passage d'Azzam cité plus haut. À quoi le militant djihadiste répond que certes, il n'est pas permis de tuer les femmes et les enfants au djihad, mais que cela est permis dans les trois cas suivants : « 1 : qu'il soit impossible d'atteindre l'ennemi qu'en passant par eux ou qu'ils soient mélangés à l'ennemi car le prophète dans certaines batailles a attaqué des villages avec une sorte de catapulte et les victimes ont été diverses ; 2 : quand les ennemis tuent les femmes et les enfants des musulmans (le coran a dit : et punissez-les comme ils vous punissent ; ça a aussi été affirmé par cheikh ibn Otheimine, un grand savant contemporain mort). Ils ont ajouté que cela était licite si cela permet de les faire réfléchir à deux fois avant de s'attaquer aux femmes des musulmans car ils savent qu'ils vont répliquer contre leurs femmes et enfants; 3 : lorsque l'ennemi les prend pour bouclier humain, il est d'ailleurs même permis de tuer les musulmans si l'ennemi se cache derrière et qu'il risque de causer des dégâts. »

Dans nos échanges par courrier électronique, le militant djihadiste soutient les attentats de Paris et développe l'argument suivant : « Les âmes de Français ne valent pas plus que celles des civils syriens, irakiens, maliens et centrafricains, donc cela me paraît tout à fait légitime. Si cela permet en plus de faire réfléchir le gouvernement à deux fois avant d'entreprendre des actions contre les musulmans, c'est encore mieux. D'ailleurs certaines voix se sont élevées pour dire que ce n'est pas le combat de la France d'aller dans ces pays (Syrie et Irak) même s'ils continuent à dire que c'est le "rôle historique" de la France d'intervenir en Afrique. C'est la France qui a commencé les hostilités et elle doit assumer. Mais je suis convaincu que les gouvernements n'en ont rien à faire des citoyens, ils ont des agendas qu'ils suivent quel qu'en soit le prix. Les enjeux et les intérêts économiques priment sur la vie humaine. Pour Charlie Hebdo, je me réjouis de ce qu'il leur est arrivé, je n'ai aucune pitié ni compassion pour eux. Ils ont été prévenus, gentiment au début, puis sommés d'arrêter, ils ont été alertés par l'incendie et ils ont continué à se moquer de notre prophète et à surenchérir, maintenant ils rigolent moins. »

Impitoyable, le militant djihadiste l'est aussi pour les musulmans de France : « Ceux qui pratiquent réellement l'islam (car la plupart n'ont rien à voir avec l'islam ni de près, ni de loin) savent qu'il est interdit d'habiter parmi les mécréants donc ils doivent penser à émigrer vers d'autres terres. Les autres, ils vont continuer à essayer de plaire aux Français en s'éloignant encore plus de leur religion et en copiant les mécréants pour essayer de devenir comme eux mais ils ne réussiront pas car ils seront toujours rejetés et considérés comme des

citoyens de seconde zone (sauf exceptions flagrantes et pour de courtes périodes, comme après la coupe du monde mais au moindre écart ils reviendront de sales arabes – sic). Cela est évidemment dû au complexe de supériorité des Français et de leur esprit colonialiste et à la gangrène juive (sic) dans les médias et la politique. Un jour, ça éclatera et il y aura une deuxième inquisition et ils en paieront le prix. »

« Tous les djihadistes de notre époque sont d'accord pour tuer les civils occidentaux noncombattants, commente pour sa part le chercheur Romain Caillet. Ben Laden en a longuement parlé. » Les djihadistes considèrent que les civils des pays occidentaux sont en fait des combattants, parce qu'ils soutiennent les politiques de leurs chefs d'État que les djihadistes considèrent comme hostiles aux musulmans, en votant pour eux et en les soutenant dans leur engagement en guerre, comme c'est le cas pour la France au Mali, en Irak ou en Afghanistan. Ils se basent notamment sur les sondages pour appuyer leur démonstration. C'est mot pour mot l'argument fourni par Amedy Coulibaly lorsqu'il s'adresse aux otages dans l'hypermarché Casher. On l'entend dans le son diffusé par RTL dans la matinée du samedi 7 janvier : « Au Mali, ils (les djihadistes) n'avaient fait aucune exaction quand "ils" (l'armée française) sont partis là-bas. Et moi je vous le dis à vous, parce que vous êtes pas très au courant de ce qui se passe. Des gens comme moi qui vont venir, il y en aura de plus en plus. (...) Il faut qu'ils arrêtent d'attaquer l'État islamique, qu'ils arrêtent de dévoiler nos femmes. (...) C'est vous qui avez élus vos gouvernements. Vos gouvernements, ils ne vous ont jamais caché qu'ils allaient faire la guerre. Deuxièmement, c'est vous qui les financez, car vous payez les taxes (...) Non, vous n'êtes pas obligés. Je ne paie pas mes impôts moi. »

Pour justifier le meurtre des femmes et des non-combattants, les djihadistes se basent également sur un texte scripturaire qui narre l'histoire d'une femme tuée du temps du prophète Mohammed parce qu'elle haranguait la foule pour la pousser à combattre les musulmans. Pour les djihadistes, il faut donc tuer celui/celle qui aide ou qui incite à tuer des musulmans. Pour les meurtres d'enfants qui, eux, font débat chez les djihadistes, la justification découle de la loi du talion, selon le principe suivant : « Vous tuez nos enfants, nous tuons les vôtres », revendiqué là encore par Coulibaly dans l'enregistrement, qui prononce les mots « loi du talion » devant les otages.

### Le matériel opérationnel

Le fait de cibler les juifs ne rentre en revanche pas nécessairement dans la logique des djihadistes selon le chercheur Romain Caillet : « Dans l'idéologie djihadiste, les juifs ne constituent pas forcément une cible prioritaire, estime-t-il. Si Israël n'existait pas en tant que puissance, je ne crois pas qu'ils seraient aussi présents dans les textes djihadistes. Dans leur logique, il y aurait beaucoup plus de raisons de frapper les hindous, par exemple, parce qu'ils sont polythéistes. Pourtant, à ma connaissance, jamais un hindouiste n'a été tué en Arabie saoudite par exemple, les djihadistes là-bas s'en prennent toujours aux Occidentaux. Pourquoi ? Parce qu'ils frappent les dominants, les puissances. La question à se poser aujourd'hui, c'est : pourquoi ont-ils frappé en France, et pas au Danemark, où ont été publiées aussi les caricatures ? Parce que la France pèse à l'échelle internationale et que le Danemark, non. C'est la politique extérieure de la France qui motive des jeunes déjà choqués par les blasphèmes, pris ensuite en main par des structures comme qu'AOPA qui ont un

intérêt géopolitique à frapper la France. Ce qui motive les attentats, ce n'est pas uniquement des caricatures, c'est aussi les interventions françaises. »

Pétri de contradictions comme les frères Kouachi, Coulibaly a cependant fait du chemin depuis ses lectures d'Abdallah Azzam et des premiers théoriciens djihadistes. Le choix de ses cibles, les juifs et donc l'ennemi lointain selon la rhétorique djihadiste, se rapproche cependant plus de l'idéologie d'Al-Qaïda que de l'État islamique dont il s'est pourtant revendiqué, contrairement aux frères Kouachi. Mais sur quels outils pratiques les djihadistes des attentats de Paris se sont-ils appuyés pour commettre ces meurtres ?

Le corpus des textes saisis chez Chérif Kouachi et Amedy Coulibaly en 2010 regroupe assez peu d'ouvrages opérationnels. Seul un document intitulé : « Études stratégiques, janvier 2009 : Guerre psychologique, diversion et dispersion des forces vives de la résistance », figure dans la perquisition, sans mention de l'auteur. Il se base notamment sur des rapports de centres antiterroristes en Europe et aux États-Unis pour « synthétiser les points d'action principaux de la guerre totale que livre la coalition sionistes-croisés-apostats (sic) et leurs hommes de main » et « donner aux jeunes une vision claire de la subtilité du conflit et du degré d'enlarvement (sic) de ce qui n'est autre que la troisième guerre mondiale ». Mais cet ouvrage est infiniment moins précis et détaillé que l'œuvre pour laquelle son auteur supposé, Aboubakr Naji, est davantage connu. Intitulé « Organisation du chaos », ou « Gestion de la Barbarie » selon les traductions, le livre a été traduit en français par... un groupe identitaire islamophobe, pour montrer sa dangerosité et celle du mouvement djihadiste. « Guerre psychologique, diversion...» est le seul texte opérationnel du corpus saisi en 2010, en dehors de recettes de fabrication de poisons divers, le plus souvent retranscrites à la main sur des carnets.

Il est vrai que la perquisition date de 2010, près de cinq ans avant les attentats de Paris et qu'il n'y a nul besoin aujourd'hui de maintenir une documentation chez soi, quand tout est disponible en streaming sur Internet. La dizaine de cours de Youssef al-Ayyiri (dont nous avons raconté l'importance pour le mouvement djihadiste dans un précédent article) est toujours disponible sur You tube. Kouachi et Coulibaly possédaient par ailleurs l'ouvrage Le Chemin vers la terre de combat, basé sur la vie et le précepte de celui que le militant djihadiste que nous interrogeons nomme « le cheikh martyr et le premier commandant des moudjahidines de la péninsule arabe ».

Plus actuel et ayant la faveur de ce militant djihadiste, l'une des autres références actuelles de la mouvance se nomme Abdallah al-'Adam. Palestinien ayant vécu en Arabie saoudite et devenu par la suite l'un des responsables d'Al-Qaïda en Afghanistan, il a été tué par la coalition au moyen d'un drone.

Mais ses 39 cours (d'une quarantaine de minutes tout de même chacun) sont toujours disponibles (<u>ici</u>), et demeurent très consultés par les djihadistes. En voici le détail, qui montre bien le caractère opérationnel de ces « cours de djihad » audio.

Après une « définition de la sécurité et de son importance dans l'islam » en guise d'introduction (son 1), Abdallah al-'Adam aborde les principes généraux de la sécurité (sons 2, 3) et décrit les modes d'infiltration des organes censés assurer la sécurité nationale des États (son 4). Viennent ensuite « Comment recruter des militants pour l'organisation » (son

5), « sécuriser les documents de l'organisation (sons 6 et 7), les activités de l'organisation (sons 8 et 9), les réunions (10), les communications et les téléphones (11), Internet (12), les voyages et les contacts (13), le financement des armes et l'entraînement (14), les observateurs (15) »... et ainsi de suite. Les « cours » 24 et 25 concernent même les méthodes d'enquête et d'investigation sur les personnes de l'organisation dont on ne serait pas sûr. Une sorte de formation au contre-espionnage, avant un autre (son 28) qui nous apprend comme former son service de renseignement et de collecte des données. Étape par étape, toute la chaîne du djihad militarisé est minutieusement décrite, depuis la formation d'une organisation à la mise en place de l'attentat et à la guérilla. Le manuel du parfait petit djihadiste, en quelque sorte. Tout le nécessaire est donc disponible en ligne, et le croisement de cette « littérature » avec les éléments théoriques retrouvés aux domiciles de Chérif Kouachi et Amedy Coulibaly explique en partie les événements de la semaine, et la manière dont ont été effectués, la plupart du temps avec calme et méthode, les attentats de Paris.

#### Lire aussi

- La jeunesse ébranlée des frères Saïd et Chérif Kouachi en Corrèze Par Agathe Duparc
- Comment les services ont raté les terroristes Par Fabrice Arfi
- AQPA et Youssef Al Ayyiri, inspirateurs des frères Kouachi Par Pierre Puchot
- L'Irak et le Yémen, creusets d'une nouvelle génération de djihadistes Par Pierre Puchot
- Pour la France, de multiples menaces terroristes Par Pierre Puchot
- Pourquoi l'Etat islamique est armé pour durer Par Pierre Puchot
- Comprendre ce qu'est l'Etat islamique Par La rédaction de Mediapart
- Romain Caillet: «Le djihadisme n'est vu qu'au travers du sensationnel et de l'émotion» Par Pierre Puchot